

*Attribution de temps*

Mais il existe un autre moyen. Nous voulons que le gouvernement s'ouvre les yeux. Au lieu de proposer des motions visant à interrompre le débat, car il ne veut pas entendre parler de solutions de rechange, il aurait intérêt à écouter ce que lui proposent les gens de ce côté-ci de la Chambre. Le gouvernement ferait mieux de prêter oreille aux Canadiens dans les campagnes et aux femmes et de mettre à profit les conseils qu'il aura entendus de façon à pouvoir proposer une politique sensée en ce qui concerne la Société des postes.

Voilà une vingtaine d'années que le service postal se détériore, ballotté qu'il était d'un ministre à l'autre. Personne ne se préoccupe du sort des postes canadiennes depuis 20 ans. A l'époque, les Canadiens étaient satisfaits de leur service postal. Ils avaient confiance dans les Postes et les employés étaient fiers de leur travail. Cependant, tout cela a changé, car les Postes sont victimes de négligence. Il est temps que le gouvernement et les Canadiens repensent les postes canadiennes et qu'on tienne un véritable débat national à ce sujet. A quoi servent les postes? Ce débat ne devrait pas simplement donner l'occasion de parader à un gouvernement qui s'enfonce dans sa propre impopularité. Pourquoi ne pas tenir un véritable débat sur les postes canadiennes, afin de déterminer comment elles peuvent être administrées efficacement et d'établir leur mission? Nous pourrions alors faire en sorte que les Postes puissent fonctionner et verser des salaires décentes à leurs employés, afin que ces derniers n'aient pas à vivre dans la pauvreté. Les gens devraient pouvoir travailler dans de bonnes conditions et les postes canadiennes devraient être en mesure de soutenir les régions rurales, afin qu'on ne contribue pas à l'abandon des localités rurales.

Je suis très déçu de voir ce que le gouvernement fait en présentant cette motion tendant à limiter le débat. Il veut, en fait, que les Canadiens achètent chat en poche. Il tente de nous dire qu'il sait adopter une position ferme. Il affirme qu'il s'en prend à Jean-Claude Parrot et que ce dernier doit s'avouer vaincu. Pourquoi le gouvernement agit-il ainsi? Parce que sa popularité est au plus bas et ce, à juste titre. C'est un gouvernement de pacotille. Son image se ressent de ses initiatives.

Il est temps pour le gouvernement de se rendre compte qu'il ne s'agit plus d'agir pour la galerie. En définitive, il s'agit de savoir si le gouvernement administre de façon compétente et non si ses efforts dans le domaine des relations publiques donnent les résultats escomptés.

Comment le gouvernement administre-t-il le pays? S'il songeait à la mission des postes canadiennes et établissait un plan acceptable permettant de répondre aux besoins des Canadiens c'est-à-dire, de leur livrer leur courrier à temps—en deux jours plutôt qu'en deux semaines—les Canadiens l'apprécieraient. Ils désirent également que les employés soient fiers de travailler aux postes canadiennes. La grande majorité veut être certains que la Fonction publique verse des salaires décentes. Ils ne souhaitent pas nécessairement que les employés puissent se payer du caviar, mais ils veulent certes qu'ils soient en mesure de prendre trois bons repas par jour, plutôt que d'être forcés de vivre dans la pauvreté.

[Français]

**M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État et du ministre responsable du Multiculturalisme):** Madame la Présidente, moi aussi j'aimerais m'enregistrer pour prendre part dans ce débat sur l'attribution de temps sur le conflit postal. Cette fois, je vais m'adresser à vous et j'espère que je ne serai pas dérangé par ces gens qui semblent prendre cette chose beaucoup moins au sérieux qu'ils semblent le prétendre, ici, devant la télévision pour tous nos Canadiens.

Je crois, madame la Présidente, que le conflit a duré plus que ce que nos membres de l'opposition ont vécu. Je crois qu'ils ne font que regarder la télévision. Mais ils ont oublié qu'il y a eu 15 mois de négociations où on n'allait nulle part. Cela a été exactement 15 mois de chaise musicale. Et tous les négociateurs se sont plu à dire qu'après 15 mois, il n'y avait même pas de lumière au bout du tunnel et qu'ils n'avaient rien vu d'une chose qui pourrait être réglée.

Alors, tout le monde sait—et j'espère que les Canadiens et les Canadiennes, et surtout ceux de ma circonscription qui m'ont téléphoné pour me dire qu'il était temps qu'on règle le problème du conflit postal—puisque dans le passé, et on le sait, madame la Présidente, on n'a jamais négocié, on a tout donné, on a acheté la paix, on voulait régler de n'importe quelle façon.

Si on regarde le rapport du commissaire-conciliateur, M. Claude Foisly . . . On nous a souvent dit qu'on ne constatait aucun progrès, que rien n'avait été fait depuis les 15 derniers mois de négociations et que le point majeur, soit le franchisage, on en viendrait à une guerre de titans. Madame la Présidente, nous sommes en train de vivre cette guerre de titans et on voit qu'il y a des gens qui ont été blessés. On voit que les travailleurs sont en danger sur les lignes de piquetage et nos collègues d'en face disent: Cela ne presse pas, prolongez le débat!

Je crois que c'est plus important que cela. Il ne faut pas prolonger le débat, il faut régler le problème. Et nous, en tant que députés du gouvernement, ne pouvons pas parler comme des gens irresponsables, comme ils le font de l'autre côté, en disant: Bien, c'est comme cela, il faut tout donner aux syndicats—les syndiqués, les si et les ça! Tout d'abord, je crois que notre première responsabilité c'est de voir à ce que tout se négocie dans le plus de sens possible, d'essayer de régler un problème, et en payant un prix raisonnable.

Vous n'êtes pas sans savoir que souvent, dans nos circonscriptions, les gens viennent se plaindre que dans nos bureaux de poste, il n'y a pas de motivation. Il y a une absence de motivation extraordinaire . . .

• (1650)

[Traduction]

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** A l'ordre. La parole est au député de Durvernay (M. Della Noce). Les députés d'en face devraient avoir la courtoisie de l'écouter. Je n'arrive pas moi-même à entendre ses paroles. La conversation entre les députés est un peu trop bruyante. La parole est au député de Durvernay.